

**FACE AUX CRISES, PAS DE FAUX SEMBLANTS**

*S'appuyant sur la dynamique des grèves, des initiatives multiformes qui nous ont gagné l'opinion publique, des 100.000 manifestants du 10 février dernier solidaires tous d'une plateforme lisible qui met en demeure le pouvoir politique de répondre à nos revendications, tant exprimées par le SNESUP que par l'Intersyndicale et la coordination, le SNESUP a interpellé le président de la République qui prétend aujourd'hui apporter des réponses à la crise.*

La crise économique et sociale qui frappe en premier lieu les personnes les plus vulnérables, jeunes, salariés peu qualifiés, retraités... appelle des interventions bien plus fortes que des accompagnements fiscaux et sociaux -certes indispensables- et des investissements liés au seul secteur du BTP.

Les organisations syndicales, à l'initiative de la puissante journée de grève et de manifestations du 29 janvier, le rediront au président de la République aujourd'hui. Un pan essentiel d'un authentique plan de relance est totalement ignoré par les pouvoirs publics : réactiver avec ambition et confiance une politique de recherche fondamentale et appliquée, de formation de haut niveau dont notre enseignement supérieur public et les organismes de recherche sont capables, pourvu que les moyens, les libertés leur en soient confiés. Dès maintenant, il faut réorienter le crédit impôt recherche (780 millions d'euros en 2009) : affecter ces fonds au rétablissement des 1030 emplois supprimés dans le périmètre du MESR et à des mesures incitatives pour l'emploi des jeunes hautement qualifiés (master, doctorat). Il faut aussi au plus vite rétablir la confiance dans le monde universitaire et dans les organismes de recherche.

Le refus opposé, jusqu'à ce jour, par les interlocuteurs naturels des syndicats, associations, parlementaires, présidents d'université... aux demandes convergentes portées par des dizaines de milliers de grévistes et de manifestants, formulées sur les questions du décret statutaire des enseignants-chercheurs, de la formation des enseignants (et des concours), sur l'emploi et sur la dynamique commune aux universités et aux organismes de recherche, rend nécessaire dans les plus courts délais, un sursaut responsable du gouvernement.

Le SNESUP en formule l'exigence dans un cadre qui décline des préalables et des objectifs.

1) Maintien des concours PE et CAPES dans leur format actuel en 2010, ouverture d'un grand débat sur la formation des enseignants..., organisation de dispositions transitoires pour les étudiants en vue de la reconnaissance du master pour exercer les métiers d'enseignants et des IUFM.

2) Mise hors circuit du texte de décret statutaire des enseignants-chercheurs. Ouverture de réelles négociations directes entre le ministère et les organisations syndicales fondées sur

- \* la gestion nationale des carrières par le CNU,
- \* un maximum de service d'enseignement de 150 h (équivalent TD),
- \* l'évaluation régulière, constructive, conjointe, déclarative, contradictoire (et susceptible d'appel) des enseignants-chercheurs et des laboratoires et départements de formation,
- \* les promotions, congés de recherche (CRCT), primes (PEDR), ventilées pour moitié entre les établissements et les sections du CNU.

3) Retour des 1030 emplois supprimés. Création d'emplois statutaires (enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs, BIATOSS, ITA), refus des logiques d'externalisation, d'asservissement des doctorants, de précarité.

4) Maintien du rôle, des moyens des organismes de recherche.

5) Augmentation des dotations budgétaires de l'Etat et révision négociée au CNESER du mode de répartition contesté.

6) Engagement du processus d'élaboration d'un cadre législatif, conforme aux aspirations exprimées par les universitaires, qui sorte du cadre de la loi LRU et fondé sur un réel engagement budgétaire de l'Etat, sur les libertés scientifiques et la collégialité.

**LE SNESUP APPELLE TOUS LES UNIVERSITAIRES  
AVEC L'INTERSYNDICALE (FSU – CGT – FO – SOLIDAIRES – SLR – SLU – UNEF)  
A PARTICIPER, DANS LA GREVE, AUX MANIFESTATIONS PREVUES  
(voir lettre flash 67 et sur le site du SNESUP : <http://snesup.fr/Le-Snesup/L-agenda-du-SUP?aid=3908&ptid=6>)**

Nos luttes mettent le gouvernement en difficulté. Il cherche à allumer des contre-feux, à dissocier l'expression convergente des organisations syndicales, des collègues, des élus et des personnalités scientifiques. Il veut à la fois s'exonérer de son obligation de négociation avec les forces mobilisées pour sortir de la crise universitaire qu'il a déclenchée et favoriser des faux-semblants. Il faut en finir avec les tergiversations.